

LE CHAOS IRAKIEN

L'aventure coloniale à l'épreuve des faits



Le nouvel empire américain parviendra-t-il à réaliser son rêve colonial en Irak ? Non, affirme l'économiste argentin Claudio Katz car il n'est pas compatible avec la réalité contemporaine. L'Irak était un État structuré où aucun groupe social ne peut se transformer en relais de la domination étrangère. La croyance des GI's à leur mission libératrice ne les a pas préparés à une occupation cruelle. Surtout, en multipliant les fronts et en assumant seul les coûts, l'Empire a vu trop grand et a atteint les limites d'une impossible domination globale.

page 2

Mise en place de l'éducation du nouveau régime

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'enseignement de l'Histoire sociale est désormais interdit dans les écoles états-uniennes. Les élèves seront maintenus dans l'ignorance des pages noires de l'histoire de leur pays et seront conditionnés pour se concentrer sur les épisodes glorieux. Lynne Cheney a fait pilonner 300 000 exemplaires de manuels scolaires. Le nouveau régime établit son emprise sur les esprits en interdisant l'accès de la jeunesse à une culture émancipatrice.

page 11

REPÈRE : 18 OCTOBRE 1957

La Grande-Bretagne, les USA et Israël créent la SAVAK

Afin de lutter contre la subversion, le MI6 et la CIA mettent sur pied, le 18 octobre 1957, une police politique en Iran, la SAVAK. Ils l'utilisent jusque pour surveiller le Shah. En définitive, elle est reprise en main par le monarque qui nomme à sa tête son ami d'enfance, Nematollah Nassiri. Celui-ci est un entrepreneur israélien, membre du Mossad. Les 15 000 agents SAVAK disposent des pleins pouvoirs pour infiltrer et surveiller le pays et la diaspora. Ils peuvent arrêter et emprisonner indéfiniment toute personne, sans aucun contrôle. Le Shah lui-même se méfie d'eux au point de créer une autre police, le SIB, juste pour surveiller la SAVAK. La brutalité et le sadisme des tortionnaires SAVAK, formés par des instructeurs du Mossad et de la CIA, sont vite légendaires. En 1978 Nassiri ordonne de réprimer féroce les manifestations pour le rétablissement de la république. 17 000 personnes sont tuées et 50 000 sont blessés ou torturés. Après la révolution khomeyniste de 1979, de nombreux hauts gradés de la SAVAK trouveront refuge en Israël et aux USA. ■



LES VÉNÉZUÉLIENS SE RÉAPPROPRIENT LEUR HISTOIRE

Alors que le 12 octobre est fêté dans le monde hispanophone comme « jour de l'hispanité » en souvenir de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb le 12 octobre 1492, la République bolivarienne du Venezuela en a fait le « jour de la résistance indigène ». Mardi dernier, le gouvernement du président métis Hugo Chavez organisait une cérémonie avec dépôt de gerbe en l'honneur du « Libertador », Simon Bolivar. Le ministre de l'Intérieur et de la Justice, Jesse Chacon, y a déclaré : « Ce dont on se souvient, ce n'est pas la découverte de l'Amérique, mais le plus grand génocide de l'histoire. ». L'après-midi, des aborigènes sont montés à la capitale et, accompagnés de militants boliviens, ont déboulonné la statue de Christophe Colomb qui trônait sur la plaza de Venezuela située en plein cœur de Caracas. ■

Le chaos irakien

L'aventure coloniale à l'épreuve des faits

Le nouvel empire américain parviendra-t-il à réaliser son rêve colonial en Irak ? Non, affirme l'économiste argentin Claudio Katz car il n'est pas compatible avec la réalité contemporaine. L'Irak était un État structuré où aucun groupe social ne peut se transformer en relais de la domination étrangère. La croyance des GI's à leur mission libératrice ne les a pas préparés à une occupation cruelle. Surtout, en multipliant les fronts et en assumant seul les coûts, l'Empire a vu trop grand et a atteint les limites d'une impossible domination globale.



L'échec états-unien en Irak est devenu patent. La vive résistance à laquelle sont confrontés les envahisseurs les empêche de contrôler le territoire, de former des supplétifs ou d'infiltrer l'ennemi. Les attentats quotidiens paralysent l'économie et l'action de l'État. La chute de Saddam Hussein a stimulé la vie politique et les initiatives populaires, car l'ancien régime n'avait plus aucune assise sociale.

Bush a imaginé que ce renversement légitimerait l'occupation, sauf que la population n'a jamais aspiré au remplacement d'un dictateur par un autre. C'est pour cette raison que le gouvernement fantoche imposé par la Maison-Blanche est totalement isolé. Ce sont les États-Uniens qui ont creusé leur propre tombe en renversant un tyran, sans disposer d'un plan de substitution. S'ils

convoquent les élections libres qu'ils ont promises, leurs agents locaux connaîtront un sérieux revers.

L'hostilité populaire persistante éprouve des Marines qui ne connaissent pas le métier de policier, ni ne comprennent le nombre élevé des pertes de ces derniers mois. Ils sont désorientés lorsqu'ils entendent Bush proclamer la victoire, alors qu'en fait la guerre ne fait que commencer. L'approche fantaisiste consistant à aborder le conflit avec beaucoup de technologie et peu de troupes s'avère de fait erronée. Les 150 000 hommes déployés par le Pentagone sont totalement insuffisants pour faire face aux embuscades et au harcèlement de la résistance. Comme en Afghanistan, les envahisseurs sont cantonnés dans les villes et dépendent de fonctionnaires de l'ancien régime ou des chefs locaux pour maintenir un semblant d'autorité.

Le parallèle fréquemment évoqué avec le Vietnam est révélateur du résultat de l'agression. Jusqu'à présent les pertes ne sont pas tellement significatives (1000 tués face à 50.000 morts dans le Sud-Est Asiatique), mais le sentiment de défaite se généralise. Le Pentagone est tourmenté par la perspective d'un nouveau retrait en catastrophe (le Liban en 1982) ou d'une fuite entre des scènes de lynchage (la Somalie en 1995). Le borbier irakien ressuscite aussi le spectre des deux grands échecs impérialistes dans le monde arabe : l'agonie de l'Algérie (1950-60) et la défaite du Canal de Suez (1956).

Quel que soit le scénario — retrait humiliant, retrait honorable ou escalade sans fin — celui-ci sera un sérieux revers pour les États-Unis. Aussi bien Bush que Kerry sont en panne de solutions indolores. Il est impossible de rester ou de quitter l'Irak sans avoir à faire face aux terribles conséquences des deux alternatives. S'ils quittent le navire, la crédibilité militaire américaine en prendra un sérieux coup, s'ils optent pour l'escalade, la catastrophe finale peut être plus grande. C'est pourquoi le triomphalisme initial s'est évaporé et l'establishment envisage désormais une porte de sortie du borbier Irakien.

Un protectorat non viable

Les revers accumulés par les États-Unis confirment que réduire l'Irak à un statut de colonie n'est pas un projet viable. Le pays n'est pas constitué d'un ensemble de tribus sorties tout droit du Moyen Âge. Il s'est forgé à la faveur d'une rébellion qui a conduit à l'expulsion des Britanniques (1922) et qui a permis l'émergence d'une économie non négligeable. L'Irak a disposé du meilleur système éducatif et sanitaire du monde arabe.

Les États-Uniens, qui espéraient pouvoir compter sur un grand nombre de fonctionnaires favorables au protectorat, se sont heurtés à la réalité d'un appareil étatique de tradition nationaliste. La bureaucratie locale s'est avérée beaucoup plus coriace que la classe très affaiblie des capitalistes que les envahisseurs espéraient coopter. Le secteur public irakien ne présente pas la physionomie coloniale que les États-Unis ont trouvée en débarquant au Vietnam. C'est pour cette raison que la poignée d'exilés exotiques amenés par la CIA n'a jamais pu prendre formellement les commandes de l'État.



Au bout d'un an de lutte acharnée, les envahisseurs savent désormais que l'Irak n'est pas la Palestine, et qu'il n'est pas possible de faire plier la résistance par une « Sale guerre ». Il n'existe pas dans le pays une population de colons disposés à terroriser le reste de la population.

C'est pourquoi les Marines ne peuvent pas appliquer le modèle dévastateur qu'utilise Israël à Gaza ou en Cisjordanie.

Bush a tenté de ressusciter en Irak les méthodes les plus rétrogrades du colonialisme. Il a instauré un gouvernement fantoche, sans respecter ne serait ce que formellement l'autonomie du pays, il a accordé des pouvoirs de vice-roi à un administrateur totalement coupé la population. Le Pentagone a prétendu gérer la situation avec ses propres troupes. L'armée régulière a donc été dissoute, avant de reconstituer une milice. En transformant les 250.000 hommes dotés d'une grande expérience militaire en de simples chômeurs, il a rapidement fourni des cadres et des armes à la résistance.

Le modèle colonial de Bush a aussi été un obstacle à la mise en place d'une autre alternative. Le récent « *transfert de souveraineté* » consacre le remplacement d'un pro-consul américain par un employé de la CIA. En réalité, le consul Bremer a transféré le pouvoir à l'ambassadeur Negroponte, qui supervise même l'instruction du procès de Saddam Hussein. La mise en scène des juges est adaptée aux horaires de CNN. Mais le spectacle n'est pas au rendez-vous parce que le peuple irakien est ingrat et reste opposé aux conquérants.

Les États-Unis auraient besoin de susciter l'adhésion d'une quelconque minorité pour se maintenir dans le pays. À ce jour, ils n'ont obtenu qu'une neutralité partielle des Kurdes en échange d'une certaine autonomie régionale. En revanche les chiïtes et sunnites ont formé un front commun de résistance en un temps record. L'aversion que les Anglais ont suscitée en trois ans d'intervention, les États-Unis l'ont obtenue en quelques mois. Dans son délire colonial, Bremer ne s'est pas encombré d'appuis locaux. C'est ainsi qu'il a pris ses distances avec les chiïtes (effrayé par l'ombre du voisin iranien), il s'est aliéné la minorité sunnite (sur laquelle s'appuyait Saddam) et a « refroidi » l'ardeur indépendantiste kurde (pour ne pas irriter le gouvernement turc).

Il est évident que la tentative d'établir un protectorat US est dictée par l'appétit pétrolier de l'impérialisme. Les experts en énergie qui entourent Bush espéraient contrôler les réserves du sous-sol irakien pour réduire la dépendance états-unienne aux approvisionnements saoudiens, dans la perspective d'un accroissement considérable de la demande de brut.

Ce projet de spoliation n'a jamais été un secret pour les Irakiens qui connaissent la valeur stratégique de leurs ressources. C'est pourquoi les oléoducs sont la cible d'attaques incessantes de la résistance qui réduisent à néant le projet impérialiste d'adapter le rythme de l'extraction aux convenances américaines.



Ces actions ont conforté la tendance haussière des prix pétrole et la fin des affaires juteuses liées à la reconstruction, manne qui devait couvrir les coûts de l'occupation. La seule chose prospère en Irak, c'est la corruption à grande échelle et l'évaporation de l'argent du Trésor américain. Ayant à faire face à une insurrection générale exigeant le retrait des troupes étrangères et la nationalisation des ressources pétrolières, l'expérience coloniale de Bush est un naufrage.

Inadéquation entre fins et moyens

Les États-Unis ont perdu l'habitude d'administrer des protectorats. Bien qu'ils aient fait usage de cette forme de domination dans le passé (Amérique Centrale, Philippines) leur hégémonie mondiale s'appuie sur les mécanismes contemporains de l'impérialisme. La soumission économique est privilégiée ainsi que l'association avec les classes possédantes du Tiers Monde, c'est pourquoi ils ont un dispositif militaire planétaire avec peu ou pas de possessions territoriales. Les marchandises, les capitaux et les cadres états-uniens sont déployés partout dans le monde sans même planter le drapeau. C'est ainsi que le principal agent des États-Unis au Moyen-orient (Israël), n'agit même pas au nom de son mandant. Bien au contraire, il arbore une certaine indépendance vis-à-vis de son tuteur.

Les multinationales états-uniennes se passent du schéma colonial parce qu'elles sont plus globalisées et diversifiées que les entreprises britanniques qui les ont précédées. Elles sont aussi moins dépendantes des fournisseurs et des marchés désormais diversifiés. De plus les élites américaines sont formées à la gestion d'entreprises et non à l'administration de territoires d'outre-mer, en outre le Pentagone ne s'entraîne pas à la guerre coloniale telle que pratiquée à l'ère victorienne [1]. La domination économique états-unienne de pays politiquement indépendants est très différente de la vision réactionnaire consistant à conquérir des territoires et à piller les richesses locales. En Irak, Bush a remis au goût du jour ce vieux schéma et a même opté pour l'option la plus belliqueuse de ce modèle (« La canonnière » de Disraeli face à la diplomatie de Gladstone).

Mais le système politique américain n'est pas très compatible avec les aventures coloniales. Du fait qu'il repose sur une « faible implication citoyenne » (faible participation populaire, et énorme manipulation médiatique) et ce dans l'indifférence la plus totale à tout ce qui est politique extérieure (méconnaissance des événements internationaux), il est vulnérable à un conflit prolongé. Cette limite du système s'est atténuée après les attentats du 11 septembre, la résurgence d'un patriotisme exacerbé et le mythe d'un « peuple

élu » pour une mission civilisatrice dans le monde. Mais le syndrome de la guerre du Vietnam n'a pas cicatrisé et c'est pour cette raison que Bush doit adapter ses projets criminels à la volatilité de l'opinion publique.

Il a été démontré que l'utilisation officielle du mensonge est une bombe à retardement. Les tromperies de Bush pour justifier la guerre sont inégalées à ce jour (armes de destruction massive inexistantes, disposition favorable du peuple irakien à l'invasion, liens de Saddam Hussein avec Al Quaïda). Le président ne sait déjà plus sur qui faire peser la responsabilité « d'affaires » qui peuvent lui coûter son élection.

De plus la composition actuelle de l'armée US n'est pas adaptée à un long conflit en Irak. C'est pourquoi le haut commandement n'est pas décidé entre l'attaque, la négociation ou simplement l'attente. Ils dirigent des recrues qui manquent de professionnalisme puisqu'elles se sont engagées pour le salaire, les services sociaux ou l'obtention de la nationalité. Beaucoup d'analystes estiment que pour viser la victoire le nombre de troupes d'occupation devrait être multiplié par trois. Mais le personnel disponible aux États-Unis pour agir comme chair à canon (chômeurs, pauvres, émigrants, minorités ethniques) n'est pas si abondant, et la restauration de la conscription obligatoire pourrait engager la jeunesse sur la voie de la révolte [2].

Hégémonie et domination limitée

Les États-Unis interviennent partout dans le monde, mais ils ne peuvent profiter de ce pouvoir. Les événements irakiens mettent en évidence ce paradoxe. La puissance hégémonique ne parvient pas à exercer pleinement sa domination.



L'effondrement de la Coalition qu'a forgé Bush pour défier la « vieille Europe » souligne cette contradiction. Cette alliance a été enterrée avec l'échec du coup « d'esbroufe » médiatique d'Aznar. Le retrait espagnol d'Irak a fait vaciller d'autres contingents qui questionnent désormais leur engagement (le Salvador, le Honduras, la Pologne), tandis que l'impopularité rattrape les présidents européens les plus engagés dans l'aventure coloniale (Berlusconi et Blair), sans véritablement toucher les promoteurs d'aventures militaires à grande échelle (W.Kristol, R.Kagan, R.Kaplan).

Ceux-ci ont interprété de manière erronée que la chute de l'URSS, la stagnation économique du Japon et la faiblesse militaire européenne, invitaient l'impérialisme américain à s'exercer sans aucun frein ni retenue. C'est pourquoi ils ont encouragé l'unilatéralisme (refus de ratifier les accords de Kyoto, retrait du Tribunal Pénal International, abandon des traités sur le contrôle des armements). Ils ont tenté d'effectuer en Irak une démonstration de force pour effrayer leurs rivaux.

Ils ont réactualisé le modèle intimidateur d'Hiroshima et de Nagasaki. Le retour au multilatéralisme que tente d'amorcer maintenant Bush illustre le fait que cette politique autosuffisante n'est pas viable. La Maison-Blanche a rabaisé ses prétentions, est retournée au Conseil de la Sécurité, a négocié l'appui de la France, de l'Allemagne et de la Russie au nouveau gouvernement d'Allaoui et tente de faire partager le fardeau du soutien militaire nécessaire au maintien de ce régime. Kerry est partisan de cette option [3].

Le borbier irakien confirme que les États-Unis ne peuvent agir sur tous les fronts. Ils doivent maintenir un équilibre entre les menaces et les gestes conciliants. C'est pourquoi les idées fantaisistes de Rumsfeld d'occuper la Syrie et l'Iran ont été enterrées, tout comme l'intervention en Corée du Nord. À tel point que pour déployer des troupes dans des petits pays (Liberia, Haïti), les États-Unis cherchent des alliés en France ou en Amérique latine. S'il venait à se confirmer que le pouvoir militaire états-unien ne peut s'étendre au contrôle politique, les régressions colonialistes ne seront plus le ciment des prochaines attaques.

L'action coloniale se heurte également à un écueil structurel : la mondialisation capitaliste. Le Pentagone favorise toujours les multinationales états-uniennes, mais ces compagnies sont mondialisées et leurs affaires sont intimement liées à celles de compagnies européennes ou asiatiques. Pour agir avec leurs partenaires/rivaux les États-Unis ont besoin d'inspirer la crainte chez les concurrents évitant ainsi d'avoir à guerroyer avec eux. Ces relations complexes distinguent l'impérialisme contemporain de celui qui prévalait jusqu'à la moitié du XXème siècle .

La compétition entre les différentes puissances pour la domination de la périphérie est persistante. C'est pour cela que « l'empire transnational déterritorialisé » est un concept qui n'a pas cours dans la réalité. Mais la compétition ne se situe plus sur le terrain diplomatico-militaire classique. Ce changement se vérifie en Irak, où la France et l'Allemagne n'ont pas pris part à l'aventure, mais ne l'ont pas empêchée non plus. Ils confortent maintenant le nouveau gouvernement d'Allaoui sans toutefois envoyer de troupes. Leur présence militaire éventuelle dépend de la part de la manne pétrolière qu'ils sont susceptibles d'obtenir, ainsi que de l'accord auquel ils peuvent parvenir avec leur rival états-unien au sujet de la dette extérieure irakienne.

La répartition future des coûts et des dividendes de l'invasion au Moyen-Orient a aussi un important volet financier. Des 82 milliards de dollars dépensés la décennie passée dans la guerre du Golfe, les États-Unis ont seulement apporté 9 milliards de dollars. À l'inverse le coût des opérations actuelles est intégralement supporté par le Trésor américain à hauteur 150 milliards de

dollars, que Bush prétend augmenter de 87 autres milliards, le tout dans une période d'extension vertigineuse du déficit fiscal. Les retombées de ces dépenses sont très incertaines parce que la technologie militaire hautement informatisée a réduit l'effet de relance économique classique du keynésianisme militaire. Ces dépenses n'engendrent plus la mobilisation des ressources et de la force de travail qui par le passé étaient à l'origine de la demande effective [4].

Le conflit irakien illustre les changements qui caractérisent l'impérialisme du XXIème siècle. Celui-ci n'est pas l'apanage d'une seule hyper-puissance, il n'est pas le prolongement des vieilles confrontations entre empires et n'exprime pas plus l'abandon des rivalités traditionnelles au profit d'un capitalisme global transcendant les frontières. Ce que l'on observe, c'est plutôt une combinaison de ces trois caractéristiques dans le cadre d'une mondialisation croissante du capital, de réformes des structures étatiques et d'une polarisation croissante entre le centre et la périphérie [5].

Le Dilemme des anti-impérialistes

Le sentiment anti-américain s'est généralisé dans le monde arabe. Les impérialistes se demandent « *Pourquoi nous haïssent-ils tant ?* », sans faire leur auto-critique. Une grotesque campagne médiatique, visant à présenter les Arabes comme des terroristes, dépasse de loin l'assimilation précédente des Russes au diable communiste. Les messages envoyés par la Maison-Blanche ont même fragilisé les vieilles alliances de l'élite américaine avec les cheikhs, rois et dictateurs du Proche-Orient.



Mais ce qui touche le plus le monde musulman, c'est l'alignement de l'administration républicaine sur la terreur de Sharon. L'armée israélienne applique une répression aveugle pour faire avorter la création d'un État palestinien et implanter un réseau de ghettos protégés par un mur sur la moitié de la Cisjordanie.

Par la politique des assassinats ciblés accompagnés d'une brutalité sans limites, les sionistes promeuvent une nouvelle vague de colonisation et donc de réfugiés. Cette humiliation a élevé la question palestinienne au rang de cause nationale pour tous les Arabes. L'inaction de l'ONU qui tout en œuvrant au désarmement de l'Irak masque l'immense arsenal nucléaire d'Israël renforce ce ressentiment généralisé contre l'Occident.

Actuellement la résistance à l'Empire est assurée essentiellement par les organisations religieuses. Ce leadership religieux s'est amplifié et a occupé l'espace abandonné par le nationalisme laïque des années 80. Ce même glissement affecte la gauche de toute la région [6].

L'intégrisme islamique a des courants radicaux. Cependant les leaders religieux réactionnaires tels que les talibans ou Ben Laden demeurent très populaires. Le mythe d'Al Quaida — initialement parrainé par la CIA et financé par des secteurs de la dynastie saoudienne — est un exemple de cette influence. Le

Djihad prôné par ce réseau ne différencie pas le peuple de ses dirigeants, ni les opprimés des oppresseurs.

Il sème la terreur contre la population civile de n'importe quelle cité afin d'exporter la souffrance des masses arabes dans le monde entier. Les conséquences politiques de leurs attentats sont dévastatrices, parce qu'ils exacerbent les antagonismes entre ethnies, peuples et religions que l'impérialisme favorise en divisant pour mieux régner. La recrudescence de cet islamisme réactionnaire nourrit à son tour l'islamophobie et le racisme anti-arabe en Occident.

Présenter cette confrontation comme une guerre des civilisations est complètement absurde, parce que cette boucherie oppose deux adversaires tout aussi hostiles à tout progrès de la société humaine. Le deuil des victimes du terrorisme n'est pas dû à une lutte entre cultures, mais à une confrontation entre deux formes de barbarie [7].

Le développement d'une mobilisation internationale contre la guerre constitue le principal contrepoids face à cet antagonisme néfaste. Les manifestations d'opposition à la guerre sont toujours vivaces, bien que désormais moins massives. Un gouvernement « agresseur » a déjà souffert de l'effet de ces mobilisations (Aznar) et deux autres sont en sursis (Berlusconi et Blair).

La crédibilité de cette aventure impérialiste est écornée partout dans le monde. La révélation des mauvais traitements infligés dans la prison d'Abu Ghraib a commotionné une grande partie de la population états-unienne. Il est désormais très difficile d'expliquer que les « libérateurs » torturent les prisonniers avec les mêmes méthodes que Saddam. Les effroyables photographies qui ont fait le tour de la planète illustrent le degré d'impunité qui accompagne la tertiarisation de la guerre. Par ailleurs, on ne sait pas encore ce qui se passe à Guantanamo ou dans les prisons secrètes de la CIA dans plusieurs pays.

L'opposition mondiale à l'occupation a restreint la marge de manœuvre du Pentagone. Il n'a pas pu répéter à Fallouja les bombardements massifs qu'il pratiquait au Nord Vietnam, et ils a dû dissimuler les cadavres lors du récent assaut contre Najaf. Une succession de massacres éhontés ferait perdre la bataille des images à la Maison-Blanche. Toutefois la confrontation n'a pas lieu sur les écrans de télévision, mais dans les villes et les faubourgs de l'Irak. Si seulement cette résistance rejoignait le mouvement de protestation internationale, alors les opprimés du monde entier pourraient s'unir à nouveau dans toute leur diversité ethnique, de croyances et de religions.

Claudio Katz

Économiste, professeur à l'Université de Buenos Aires, chercheur du Conicet. Membre de l'EDI (Économistes de Gauche).

[1] Quelques historiens pensent que les États-Unis répètent la « sur-expansion de l'empire » qui a accéléré le déclin de la Grande-Bretagne. Dans les deux cas, la domination de régions conquises militairement sans grande difficulté. Voir : « De Clinton à Bush un abîme » par Paul Kennedy, *Clarín*, 29-1-04 ; « El peligroso juego de mesa global », *Clarín*, 1-9-03 ; « Lecturas recomendadas para Bush » *Clarín*, 6-8-03. D'autres

auteurs étendent la comparaison à ce qui s'est produit avec l'Empire romain. Cf. « Dos estrategias conducción imperial » par Bello Waldem, *Enfoques alternativos*, juin 2003.

[2] Voir « Is another Viet Nam ? » *Monthly Review*, vol 56, n 2, juin 2004 ; *Construcción imperial y dominación. Los intelectuales y la globalización* par Petras James, Veltmeyer, Abya-Yala, Quito, 2004.

[3] Le candidat démocrate se félicite de l'apparence militariste de ses apparitions électorales, a voté l'envoi de troupes en l'Irak et la « loi patriotique » qui porte atteinte aux droits civiques. Une telle attitude est rejetée par tous les progressistes qui ont rejoint la campagne. « Tout sauf Bush » par Naomi Klein, *Clarín*, 13-8-04.

[4] « La guerra y la crisis económica contempóranea » par Nakatani Paulo, *Rebelión*, 18 de junio de 2003. « Una ciénaga a la medida del imperio » par Beinstein Jorge, *Enfoques Alternativos*, n° 23, mai 2004.

[5] L'actuel conflit au Proche-Orient ne permet pas de déterminer pour le moment si l'hégémonie américaine traverse une phase de consolidation ou de déclin. Il existe des indicateurs des deux processus et cette question ne sera pas éclaircie tant qu'aucun rival ne se profile.

[6] Le cas de l'Irak est particulièrement significatif parce qu'il compte le principal Parti communiste de la région. En suivant des indications de l'URSS, cette organisation a noué des alliances avec Saddam qui ont décimé ses rangs. Mais le pire est le soutien actuel de cette formation à l'invasion américaine et sa participation au gouvernement fantoche de Bush. Ce type de trahison nourrit l'autorité croissante des fondamentalistes parmi les masses populaires. « Looking at Bush in Babylon » par Tariq Ali, *Against the Current* n° 108, janvier-février 2004.

[7] « US strategy imperial » par Gilbert Achkar, *Monthly Review*, vol 55, n 9, février 2004. Et « L'impérialisme US dans les braises orientales » par le même auteur, *Inprecor* n° 495-496, juillet-août 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Mise en place de l'éducation du nouveau régime

Analyse

L'historien Steven J. Ross tire la sonnette d'alarme dans le *Los Angeles Times*. L'enseignement de l'Histoire sociale est, de facto, désormais interdit dans les écoles états-uniennes. Les élèves seront maintenus dans l'ignorance des pages noires de l'histoire de leur pays et seront conditionnés pour se concentrer sur les épisodes glorieux. Lynne Cheney, épouse du vice-président et ancienne présidente de la National Endowment for Humanities, a fait pilonner 300 000 exemplaires de manuels scolaires. Pour le professeur Ross, cette censure est comparable à celle pratiquée par les nazis à leur arrivée au pouvoir, aussi bien qu'aux lois sudistes interdisant aux esclaves de se cultiver et même d'apprendre à lire. Car c'est de cela dont il s'agit : un régime totalitaire est en cours d'installation aux États-Unis. Il établit son emprise sur les esprits en interdisant l'accès de la jeunesse à une culture émancipatrice et en la soumettant simultanément à une propagande intensive de type Fox News.

Mark Brzezinski observe tristement la Coalition se déliter. Dans le *Washington Post*, il relève que les Polonais planifient leur retrait et que les Hongrois ne devraient pas tarder. Les gouvernements qui se sont hasardés à soutenir l'opération états-unienne doivent affronter l'hostilité de leurs électeurs et ne peuvent faire valoir aucun aspect positif à leur engagement. Tous les contrats de reconstruction ont été raflés par des entreprises états-uniennes, les " alliés " n'ayant que leur sang à verser en silence.

Gareth Evans et Karim Sadjadpour de l'International Crisis Group déplorent dans l'*International Herald Tribune* les conséquences du chaos irakien. Le

renversement de Saddam Hussein qui devait permettre l'établissement d'une démocratie et, par effet de contagion, déstabiliser les mollahs iraniens, a eu l'effet inverse. Le chaos actuel renforce l'autorité du régime khomeyniste avec lequel finalement, il faudra bien composer. Ce n'est pas dans cette voie que s'engagent les États-Unis puisqu'ils viennent d'équiper Israël en missiles pour bombarder l'Iran.

Plus offensif, William Safire relève dans *New York Times* le long chapitre du rapport Duelfer accusant la France, la Russie et l'ONU d'avoir été corrompues par Saddam Hussein. Il n'y a rien de nouveau dans cet éditorial, sinon un haussement de ton. Le *New York Times* n'est plus ici un observateur neutre, il prend position. Et dans cet affrontement, M. Safire glisse une étrange référence à la condamnation de sa collègue Judith Miller, dont nous parlions hier dans ces colonnes. Il laisse entendre que la diplomatie française ne serait peut-être pas étrangère aux malheurs de Mme Miller.

Le député travailliste Isaac Herzog explique le récent vote de son groupe parlementaire dans le *Jerusalem Post*. Tandis que Tsahal poursuit son expédition punitive « Jours de repentir », le Premier ministre Ariel Sharon était venu prononcer un discours de politique générale à l'occasion de l'ouverture de la session d'automne de la Knesset. Il a dû affronter un chahut où se mêlaient députés du Likoud et du Parti travailliste. L'Assemblée a alors désapprouvé par vote le programme du Premier ministre, mais, lors de deux scrutins suivants, a renoncé à renverser le gouvernement. Tout cela étant pour le moins confus, M. Herzog indique que les travaillistes soutiennent le plan de redéploiement de Sharon, contre son propre parti, mais s'opposent à sa politique économique. Ils ne souhaitent donc pas faire partie de son gouvernement, mais ne veulent pas aller jusqu'à le renverser. En d'autres termes, les travaillistes s'opposent à la politique économique du Premier ministre, mais lui laisse le temps d'accomplir à leur place le sale boulot qu'ils ne veulent pas assumer.

Dans le même quotidien, le directeur de l'UNRWA, Peter Hansen, répond à la campagne de dénigrement israélienne dont son agence fait l'objet. Il rappelle que son rôle se borne à venir en aide aux réfugiés palestiniens, pas à traiter les causes du conflit, et exhorte Israël à collaborer à cet effort plutôt qu'à le saboter. Mais il ne peut être entendu dans la mesure où l'Agence onusienne place son action dans le cadre du droit international que récuse Israël.

Réseau Voltaire

Steven J. Ross



Steven J. Ross est président du département d'Histoire de l'université de Californie du Sud. Il est l'auteur de *Working-Class Hollywood : Silent Film and the Shaping of Class in America*.

« Autodafé au XXIème siècle »

Source : Los Angeles Times

Référence : « 21st Century Book-Burning », par Steven J. Ross, *Los Angeles Times*, 13 octobre 2004.

Une des marques des régimes autoritaires est leur effort pour arrêter la diffusion des savoirs et de la liberté d'expression. En 1933, les sympathisants nazis brûlaient les livres des auteurs juifs ou antifascistes. Ici, les propriétaires d'esclaves étaient si effrayés par le pouvoir des mots que les lois du Sud considéraient comme un crime d'apprendre aux esclaves à lire et à écrire. Aujourd'hui, Lynne Cheney, la femme du vice-président **Dick Cheney** et ancienne présidente de la National Endowment for Humanities, s'est placée sur la liste des dictateurs et des propriétaires d'esclaves en faisant détruire par le département de l'Éducation 300 000 manuels scolaires. Elle a jugé que ces ouvrages se concentraient trop sur ce qui s'était mal passé dans l'histoire des États-Unis (comme le Ku Klux Klan ou le McCarthyisme) et pas assez sur les succès des États-Unis.

Lynne Cheney aurait pourtant beaucoup à apprendre. Notamment que la démarcation entre démocratie et autoritarisme n'est pas si large qu'il y paraît. Il s'en est fallu de peu que les Américains élisent Lindberg, un admirateur d'Hitler, à la place de Roosevelt en 1940. Cheney en fait s'oppose à « l'histoire sociale », une branche de l'enseignement de l'Histoire qui estime que l'histoire enseignée est trop souvent celle des figures blanches fameuse, des partis politiques ou des grands industriels.

Détruire les livres qui ne correspondent pas à sa vision de l'Histoire ne nous rapproche pas de la vérité et de la liberté.

Mark Brzezinski

Fils de Zbigniew Brzezinski, Mark Brzezinski est avocat à Washington au cabinet McGuireWoods. Il a été directeur pour les questions russes et eurasiennes, puis pour celles d'Europe centrale et orientale, au National Security Council sous l'administration Clinton. Il est membre du Council on

« Comment laisser une coalition s'effiloche »

Source : Washington Post

Référence : « How to Let a Coalition Fray », par Mark Brzezinski, *Washington Post*, 13 octobre 2004.

Le ministre de la Défense polonais a annoncé la semaine dernière que son pays projetait de réduire de 40 % les forces engagées en Irak d'ici à la fin janvier 2005 et de retirer toutes ses troupes à la fin de cette année. C'est le signe qu'en

Foreign Relations.

dépit des déclarations du président Kwasniewski, la Coalition se délite. La Pologne, qui forme le quatrième contingent, n'est pas le seul pays à vouloir partir. Neuf des membres les plus récents de l'OTAN ont envoyé des troupes en Irak et leur gouvernement ont dû en subir les conséquences.

Les dirigeants des pays d'Europe centrale ont rejoint les États-Unis en Irak en dépit des réserves de leurs opinions et des pressions de certains dirigeants européens, mais l'incertitude s'accroît sur la pertinence de ce choix.

Kwasniewski a affirmé qu'il avait été trompé sur les armes de destruction massive et 61 % des Hongrois veulent un retour de leurs troupes. Powell a fait une tournée en Europe centrale pour convaincre les pays de rester, mais pour y parvenir, il faut plus que des mots. Il faut prendre des mesures permettant une obtention plus facile d'un visa pour les États-Unis depuis ces pays, comme le préconise Kerry, et il faut offrir certains contrats de reconstruction à ces pays.

Gareth Evans, Karim Sadjadpour



Gareth Evans est président de l'International Crisis Group. Il est ancien ministre des affaires étrangères australien (1988-1996). Il a été rapporteur sur les questions de sécurité du Forum économique mondial de Davos.



Ancien producteur associé à National Geographic, Karim Sadjadpour est analyste à Téhéran pour l'International Crisis Group. Il est membre du Council on Foreign Relations.

« Le chaos en Irak ne fait que renforcer l'Iran »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Iraq chaos has only emboldened Iran », par Gareth Evans et Karim Sadjadpour, *International Herald Tribune*, 13 octobre 2004.

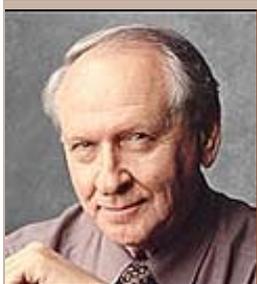
Aujourd'hui, le débat à Washington n'est plus de savoir comment l'Irak peut influencer l'Iran, mais de comprendre comment empêcher l'Iran d'influencer l'Irak. Avant la guerre, on pensait que l'émergence d'une démocratie en Irak pourrait servir de modèle à l'Iran et permettre un renversement des dirigeants religieux. Compte tenu de l'encerclement de l'Iran suite à la chute des Talibans et de l'opposition croissante de la population au régime, cette hypothèse n'était pas farfelue, mais il aurait fallu pour cela que l'Irak soit stable.

Le chaos n'a fait que renforcer le régime iranien et surtout les conservateurs.

Les autorités iraniennes ont des sentiments contradictoires vis-à-vis de ce qui se passe en Irak. Ils craignent qu'une guerre civile en Irak ne déstabilise leur pays, mais ils savent que le chaos les sert. Aussi, ils ont mis en place une politique de gestion du chaos qui consiste à désorganiser le pays sans permettre à l'insurrection de se généraliser. La politique iranienne mise également sur la multiplicité des contacts en Irak afin d'assurer son hégémonie sur la région. L'Iran revient ironiquement à la politique de Reza Pahlavi. C'est la marque d'un régime renforcé.

C'est pourquoi, Washington doit abandonner ses rêves de changement de régime et engager une politique plus cohérente vis-à-vis de l'Iran.

William Safire



Ancien collaborateur du président Richard Nixon, dont il écrivait les discours, William Safire est chroniqueur du *New York Times*.

« Duelfer à la France : J'accuse ! »

Source : New York Times

Référence : « Duelfer to France : J'accuse ! », par William Safire, *New York Times*, 13 octobre 2004.

De puissants responsables et leurs amis profiteurs avaient de bonnes raisons de vouloir empêcher les États-Unis de renverser Saddam Hussein : ils touchaient des milliards grâce aux détournements de fonds du programme pétrole contre nourriture. C'est ce que nous apprend le rapport Duelfer.

Le groupe de Charles Duelfer cite notamment Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, aujourd'hui sénateur. Pasqua a nié son implication sur la BBC, mais il n'a pas exclu que d'autres anciens ministres puissent être impliqués. Jean-Bernard Mérimée et Patrick Maugein, deux proches de Jacques Chirac ont bénéficié des largesses irakiennes et Maugein était considéré comme un moyen de toucher directement Chirac. Ces fonds ont pu passer par la compagnie de Marc Rich.

Les diplomates français se sont insurgés contre le rapport Duelfer et ont noté qu'il ne citait pas les entreprises états-uniennes qui ont été d'abord accusées d'avoir profité du système. Toutefois, le lendemain, Judith Miller publiait en une du *New York Times*, le nom des entreprises états-uniennes impliquées : Chevron, Mobil, Texaco ; Bay Oil et Oscar Wyatt Jr. de Houston. Vont-ils la mettre aussi en prison pour ça ? Le Sénat a commencé une enquête sur cet aspect.

Ce qui peut également fâcher les Français, c'est que les Russes ont touché encore plus qu'eux. De son côté, Paul Volcker enquête sur Benon Sevan et le fils de Kofi Annan. Les États-Unis n'ont pas insisté sur ce point car ils ont besoin de l'ONU pour organiser les élections. Kerry doit prier pour que cette question ne soit pas évoquée ce soir lors du débat.

Isaac Herzog



Avocat et ancien secrétaire de cabinet d'Ehud Barak, Isaac Herzog est le chef du

« Le vote travailliste n'est pas acquis »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Don't take Labor for granted », par Isaac Herzog, *Jerusalem Post*, 13 octobre 2004.

À la suite de l'humiliante défaite de Sharon, lundi à la Knesset, on m'a demandé pourquoi les travaillistes avaient voté avec les député du Likoud anti-désengagement. Si nous soutenons le désengagement de Gaza, pourquoi avoir voté contre le discours présentant ce désengagement ? En fait dans toute démocratie normale, le vote négatif au Parlement contre le Premier ministre aurait entraîné la chute du gouvernement et il est parfaitement légitime pour un

groupe parlementaire
travailliste à la Knesset.

parti politique d'opposition de rechercher cet objectif.

Cela fait des années que nous plaidons pour une séparation d'avec les Palestiniens, par consentement mutuel ou unilatéralement, et nous savons que l'issue du plan Sharon aura des conséquences historiques. Les travaillistes sont prêts à mettre de côté leurs intérêts politiques et à soutenir le désengagement, mais nous ne voulons pas, par contre, soutenir la politique économique du gouvernement Sharon. Or, le discours de lundi traitait aussi de ces questions et pas seulement de la politique de désengagement. Le problème est que le Premier ministre veut notre soutien, mais refuse de discuter avec nous. Sharon doit comprendre qu'il faut laisser plus de place pour les discussions bipartisans. Il ne s'y intéresse pas assez et cela se reflète dans les déclarations de son conseiller Dov Weisglass qui a affirmé dans *Ha'aretz* que le plan de désengagement de Gaza était un moyen de bloquer l'établissement d'un État palestinien.

Aujourd'hui, Sharon a plusieurs alternatives, il peut par exemple construire des alliances *ad hoc* différente selon qu'il traite de l'économie ou du désengagement. Les travaillistes veulent le désengagement et pour qu'il ait lieu, Sharon doit travailler avec nous.

Peter Hansen



Peter Hansen est commissaire général de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA).

« Peter Hansen contre-attaque »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Peter Hansen fires back », par Peter Hansen, *Jerusalem Post*, 13 octobre 2004. Ce texte résume une interview.

À nouveau, l'UNRWA est accusée par Israël d'aider les terroristes et je veux dire que ça suffit. L'UNRWA et Israël ont les mêmes obligations : aider les réfugiés palestiniens conformément à la Convention de Genève et il serait souhaitable pour Israël de consacrer plus de temps à cette tâche plutôt qu'à des accusations sans fondements contre l'UNRWA en l'associant à des terroristes.

Je regrette qu'Israël ne facilite pas les conditions de travail de l'UNRWA.

L'immense majorité de la population palestinienne ne participe pas à des actions terroristes, mais par sa politique, Israël risque d'accroître le nombre de ceux qui y participent. L'UNRWA aide les réfugiés, elle ne traite pas des raisons du conflit.

À une époque, pour donner des cours aux enfants palestiniens, nous devions travailler avec des livres égyptiens ou jordaniens qui encourageaient le terrorisme. J'ai très vite pris mes distances avec ces manuels et nous ne les utilisons plus. Les livres d'école que nous allons rédiger seront aussi tolérants que ceux qu'on trouvait en Israël dans les années 50, quand on trouvait comme sujet de rédaction « que pensez-vous que doivent ressentir les réfugiés palestiniens ? ». La paix passe par de l'empathie vis-à-vis du camp adverse et nous souhaitons la développer par l'éducation. Aujourd'hui, ce type de livres n'existe plus en Israël, comme quoi, il y a des efforts à faire des deux côtés. Il faut reconstruire une relation comme l'ont fait les Allemands et les Danois après la Seconde Guerre mondiale, mais pour cela il a fallu mettre fin à l'occupation

au préalable. Je pense que 30 % des habitants de la bande de Gaza ont une sympathie pour le Hamas et il y en a sans doute dans les employés de l'UNRWA, mais je me fiche de ce que pensent mes employés, ce qui compte ce sont leurs actes.

Dans les années 60, j'avais réalisé une étude sur les stéréotypes positifs et négatifs au Danemark. À l'époque, les juifs et Israël avaient une image positive, je pense que ce n'est plus le cas. Si Israël veut améliorer son image, il doit aider les réfugiés palestiniens, renoncer à son Mur et rechercher un accord. Il aurait été possible à Taba, après Camp David. Pour y parvenir, il faudra peut-être renoncer aux revendications les plus radicales, notamment concernant le droit au retour.